

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 23/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROCTER et GAMBLE AMIENS

Rue André Durouchez
BP 1336
80000 Amiens

Références : 2024-E30079
Code AIOT : 0005101904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement PROCTER et GAMBLE AMIENS implanté Z.I. Nord Rue André Durouchez BP 90045 80082 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été initiée suite à un dépassement supérieur à 100 000 UFC/L sur la Tour Aéro-réfrigérante (TAR) SWT.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROCTER et GAMBLE AMIENS
- Z.I. Nord Rue André Durouchez BP 90045 80082 Amiens

- Code AIOT : 0005101904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société PROCTER & GAMBLE exploite des installations de fabrication de produits lessiviels dans la zone industrielle d'Amiens Nord sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2022 fixant les prescriptions spécifiques applicables à l'établissement.
Le site est classé Seveso Seuil Haut et relève de la directive européenne sur les émissions industrielles (IED).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Consignes d'exploitation - Analyse de défaillance | Arrêté Ministériel du 14/12/2024, article 26.II.1.a | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 2 | Conservation de la souche | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 3 | Formation des personnes impliquées | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 4 | Consignes d'exploitation - Procédure d'alerte | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 5 | Dépassement ponctuel - décembre 2023 | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.a | Sans objet |
| 6 | Consignes d'exploitation - Carnet de suivi | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2 | Sans objet |
| 7 | AMR version du 30/04/2024 | Arrêté Ministériel du 14/12/2024, article 26.I.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit encore transmettre des éléments pour confirmer le respect des prescriptions.

L'exploitant a mis en œuvre des actions correctives nécessaires (traitement de choc, analyse des

causes).

L'exploitant doit revoir sa communication d'urgence, notamment pour les risques de dépassement à 100 000 UFC/L, ainsi que sa chaîne de suppléance afin de s'assurer qu'une personne compétente soit toujours disponible sur site pour réaliser les déclarations ou réagir en cas d'urgence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation - Analyse de défaillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2024, article 26.II.1.a |
| Thème(s) : Risques chroniques, Analyse de défaillance, rapport et plan d'actions. |
| Prescription contrôlée : [...] Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours. |
| Constats : L'exploitant a réalisé une analyse des causes, celle-ci a été présentée durant l'inspection. Toutefois, cette analyse n'intègre pas la raison de l'absence d'information intermédiaire par le laboratoire Aquatycia. Des investigations complémentaires sont en cours pour essayer d'identifier les causes de la contamination de l'eau d'appoint. L'exploitant a annoncé qu'une nouvelle AMR est en cours de réalisation, la livraison est prévue pour septembre 2024. L'exploitant a également mis en oeuvre un nouveau biocide "CL050". |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre la mise à jour de l'AMR Transmettre la mise à jour des conclusions de l'analyse des causes. Transmettre la FDS du nouveau Biocide "CL050" |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 2 : Conservation de la souche

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d |
| Thème(s) : Risques chroniques, Résultats d'analyse des légionelles |
| Prescription contrôlée : |
| <p>[...]</p> <p>L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ou en <i>Legionella species</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p> <p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon.</p> <p>[...]</p> |
| Constats : |
| Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu nous confirmer que la souche avait été conservée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant confirmera à l'inspection si la souche a bien été conservée par le laboratoire ou non. La durée de conservation est de 3 mois.. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Formation des personnes impliquées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel en charge du suivi de la TAR |
| Prescription contrôlée : |
| <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation.</p> <p>Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>[...]</p> |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que Mme Galateau et M. Vandezande sont désignés compétents par l'exploitant pour la surveillance de la TAR et les déclarations GIDAF.</p> <p>L'exploitation est assurée par la société Aquaged (notamment pour l'entretien mensuel) et par les services techniques de Procter.</p> <p>Une formation générale pour l'ensemble du personnel est dispensée lors de l'accueil.</p> <p>Une formation pour l'exploitation des TAR est également réalisée à destination des services techniques. Cette formation dure une journée avec un recyclage tous les 5 ans.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection la liste des personnes désignées (en identifiant les suppléants) avec les attestations de formations associées.</p> <p>L'exploitant transmettra également pour son sous-traitant la liste du personnel intervenant sur le site ainsi que les attestations de formation.</p> <p>L'exploitant précisera dans les deux cas le contenu des formations (selon l'article 23 de l'arrêté du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 4 : Consignes d'exploitation - Procédure d'alerte

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation - Procédure d'alerte et Analyse</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.a)</p> <p>[...]En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>[...]</p> </div> |
| <p>Constats :</p> <p>Les résultats ont été transmis à l'exploitant le vendredi 7 juin par mail, ce dernier en a pris</p> |

| |
|---|
| <p>connaissance le lundi 10 juin.</p> <p>En application de la procédure SGS HSE 119, un traitement de choc a été mis en œuvre le lundi 10 juin.</p> <p>L'exploitant déclare que la TAR était à l'arrêt le week-end du 25 et 26 mai. La remise en route a été effectuée dans la nuit du 26 au 27 mai à minuit.</p> <p>L'exploitant et son prestataire AQUAGED déclarent ne pas avoir reçu de message intermédiaire du laboratoire AQUITYCIA informant d'un potentiel dépassement.</p> <p>La dispersion est à l'arrêt depuis le 10 juin. Lors de l'inspection, nous avons constaté que c'était toujours le cas (présence d'un cadenas de consignation).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Revoir ou compléter la procédure de communication d'urgence entre l'exploitant, le prestataire et le laboratoire. Cette procédure doit garantir une alerte et une prise en compte de celle-ci dans les plus brefs délais.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 5 : Dépassement ponctuel - décembre 2023

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.a</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Action à mener en cas de dépassement ponctuel</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Cas de dépassement ponctuel.</p> <p>En application de la procédure correspondante l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>CONTEXTE :</p> <p>Les résultats d'analyse d'Eurofins prélevés le 06/12/2023 présentent des résultats à 14 000 UFC/L pour la TAR SWT (soit entre 1 000 et 100 000 UFC/L). Le rapport d'analyse d'Eurofins conclut à un résultat conforme.</p> |

Toutefois, ce type de dépassement nécessite la mise en œuvre d'actions correctives.
De plus, la déclaration réalisée par l'exploitant sur GIDAF présente un résultat d'analyse "correct" avec un résultat inférieur à 1 000 UFC/L.

CONSTATS :

L'exploitant reconnaît qu'il y a une erreur de saisie sur la déclaration de décembre. La personne en charge des déclarations était absente.

L'exploitant déclare avoir mis en œuvre un traitement de choc. Une demande par mail (le 18/12/2023) a été formulée en ce sens à la réception des résultats d'analyse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes d'exploitation - Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation - Carnet de suivi

Prescription contrôlée :

2. Carnet de suivi L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.
- les modifications apportées aux installations.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un carnet de suivi conforme à l'article 26.IV.2 de l'arrêté du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921.

Toutefois, l'exploitant a été en mesure de présenter différents éléments permettant d'attester le suivi de l'installation, notamment les rondes quotidiennes et les traitements de choc.

L'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre un carnet de suivi.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : AMR version du 30/04/2024

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2024, article 26.I.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, AMR et actions correctives |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan d'actions afin de prendre en compte les remarques et commentaires de l'AMR réalisé par Bureau Veritas en Avril 2024.</p> |

L'exploitant déclare avoir du retard dans le mise en œuvre du plan d'action.

Par échantillonnage, l'inspection a pu constater que des actions et pilotes ont été définis. Certaines actions ont par ailleurs été mises en œuvre comme la mesure de chlore libre.

Type de suites proposées : Sans suite